Mardi 21 juin 14 heures

contre la RGPP

Rassemblement au ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche

Dans les organismes de recherche et les universités, comme dans l'ensemble de la fonction publique, les mesures issues de la Révision Générale des Politiques Publiques, telles qu'externalisation des activités, mutualisations autoritaires des services, mobilité contrainte ne peuvent aller qu'à l'encontre de la bonne marche du service public et se traduire par une augmentation de la précarité et une dégradation accentuée des conditions de travail. Les personnels s'y opposent en signant la pétition lancée par nos organisations. Dans l'EPST « cobaye » qu'est l'INRA, où la direction générale tente dès maintenant de faire avaliser la RGPP, les personnels et toutes les organisations syndicales se sont dressés contre ces mesures ; la Direction se retrouve isolée.

Nous demandons l'abandon de la RGPP !

Nous n'acceptons pas la réduction des emplois, avec la suppression d'un poste pour deux départs en retraite que le gouvernement veut généraliser aux « opérateurs ». Notre secteur qui est fortement marqué par la précarité, avec plus de 50 000 non titulaires, doit au contraire bénéficier de nouvelles créations d'emplois de fonctionnaires.

Lundi 20 juin, à 14 heures, Amphi Moissan à l'ENSCP, 11 rue Pierre et Marie Curie, sera présenté l'ouvrage « Recherche Précarisée, Recherche Atomisée ». A cette occasion, un débat public sera organisé sur le thème « comment sortir de la précarité dans l'enseignement supérieur et la recherche ».

Pour exprimer massivement leur refus de cette politique dans les organismes de recherche et dans les universités, les organisations syndicales et associations de l'enseignement supérieur et de la recherche appellent les personnels à **se rassembler le mardi 21 juin à 14 heures devant le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche**. A cette occasion, les pétitions contre la RGPP seront remises à la ministre. Elles appellent leurs sections locales à tenir des initiatives en direction des pouvoirs publics

CGT (SNTRS, FERC-SUP, CGT-INRA), FSU (SNESUP, SNCS, SNASUB), SGEN-CFDT Recherche EPST, SNPREES-FO, SOLIDAIRES (SUD Recherche EPST, SUD EDUCATION), UNSA (SNPTES, SUP-RECHERCHE), UNEF
SLU, SLR